

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 607

Rubrik: Vaud

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

le Danemark, que cite l'orateur: il échappa à la guerre en 1914; il fut occupé en 1940 — ni plus, ni moins que la Norvège, mal armée, ou que la Belgique, fort bien armée, laquelle fut envahie également en 1914.

Quant à notre pays, il est bien vrai qu'il a été épargné. Toute la question est de savoir pourquoi; et de savoir si la situation est encore en 1981 ce qu'elle était en 1914 et en 1939.

«Pour être dissuasive, la défense militaire doit être conduite avec force dès la frontière et sur la frontière.»

Etonnant M. Chevallaz! Dans cette seconde moitié du XX^e siècle et dans les conditions qui ont été celles des dernières guerres (blindés, troupes parachutées, avions, engins téléguidés, fusées, etc.), où se trouve notre «frontière»? Et comment la défense militaire sera-t-elle conduite «sur la frontière»?

Il est toutefois un point sur lequel je me sens en profond accord avec lui, c'est lorsqu'il dit qu'«on étend plus facilement la domination et l'oppression dans un pays démoralisé et désorganisé». Eh oui! Je feuillette le livre d'Alfred Häsler, *Das Boot ist voll*: photos d'un côté du pacifiste Leonhard Ragaz, pasteur à Zurich, et de quelques autres, qui ont beaucoup fait pour la défense spirituelle de notre pays; photos d'un autre côté du conseiller fédéral von Steiger, du D^r Heinrich Rothmund, chef de la police fédérale en 1939, du colonel D^r Eugen Bircher... Oui, c'est vrai: ces trois hommes ont fait beaucoup, par leur militarisme, par leur chauvinisme, par leur autoritarisme, pour me démoraliser, pour nous démoraliser — en nous déshonorant derrière notre dos. Je me revois arrivant à Nuremberg en 1946, venant d'un milieu qui avait accueilli des réfugiés, et des enfants de la Croix-Rouge, et des Juifs, durant toute la guerre — et rencontrant d'autres Juifs, dont les proches avaient péri dans des camps de concentration, après avoir été refoulés à notre frontière; ou qui n'avaient pas été trop bien traités. D'autres Allemands, Tchèques, Polonais, etc. Déshonoré! C'est-à-dire *démoralisé*.

Or ils continuent: ils exportent des armes, si bien que lisant le récit de massacres un peu partout dans le monde, je suis contraint de me dire que je suis un peu complice: c'est quelquefois avec des armes suisses — d'excellente qualité! — que ces massacres sont perpétrés...
Qu'en pensez-vous?

J. C.

VAUD

Réforme scolaire: ce n'est pas le statu quo

Le projet de «réforme» a succombé devant le peuple vaudois pour les mêmes raisons qu'il n'avait emporté une majorité au Grand Conseil que sous la pression d'un appel nominal: par manque de netteté et excès nuisible d'habileté. Il aurait suffi de peu de choses pour que la gauche qui s'était efforcée d'aller le plus loin possible dans les concessions y adhère, et au Grand Conseil et devant le peuple.

Personne, lors de la campagne référendaire (voir DP 605 et 606, entre autres), ne s'est déclaré partisan du «statu quo». Ni les partisans du projet, ni les opposants de gauche, ni même ceux de droite. Dès lors ce serait une interprétation incorrecte du scrutin que d'affirmer, comme le conseiller d'Etat radical Junod, chef du DIP (Radio romande, dimanche 18 heures) que les expériences de Vevey et de Rolle sont terminées, l'examen d'entrée au collège rétabli dans ces zones, le «statu quo» renforcé.

L'accord minimal existe, sur les points suivants:
— révision, même dans la structure actuelle, des moyens d'observation et d'orientation;
— rénovation et enrichissement de l'enseignement pour tous ceux qui ne se destinent pas à un enseignement long;
— organisation de la perméabilité entre les sections et les filières.

Deux conditions pour ce programme minimum:
— Se mettre au travail tout de suite, sur le terrain. Former les maîtres et leur permettre de croire à ce qu'ils font. Donner la priorité à la pédagogie.
— Admettre d'emblée, et le dire, que cet effort a un prix. Plusieurs millions, pour l'Etat et les communes. Mais qu'il en vaut la peine.

Sans attendre l'initiative populaire dont le lancement est assuré — elle renvoie à des échéances 1984-1985 pour une décision de principe — il faut souhaiter un accord immédiat pour préserver l'acquis des zones pilotes et mettre en place, sans bruit, par région, des améliorations concrètes.

Le vote de dimanche, ce n'est pas le plaisir amer de M. Junod de dire: «Vous l'avez voulu... immobilisme à perpète.»

DOMAINE PUBLIC

Passer la barre des trois mille

Diffusion de DP au-delà des trois mille abonnés: vos premières réactions nous étonnent. L'éruption narcissique très inhabituelle des quatre pages de self-présentation dans DP 606 ne vous a, semble-t-il, pas trop gênés. Mais cet objectif de 300 nouveaux abonnés intrigue et pour tout dire paraît peu ambitieux à l'un ou l'autre de nos correspondants.

Et pourtant. Il faut savoir d'abord combien est déjà haute la «barre» des trois mille abonnés pour une publication du calibre de DP, plus généralement pour une publication qui n'a pas de vocation commerciale (se vendre d'abord): il y a là un seuil que très peu ont franchi ces dernières années, portés par des mouvements de militants ou non.

Trois cents de plus, c'est la croissance à taille humaine, des moyens supplémentaires à l'usage aisément contrôlables, mais aussi, en Suisse romande et eu égard à l'allure générale de DP, un pari très hasardeux. Pas de démobilitation donc. Nous attendons de vos nouvelles.